



## CTL du 12 avril 2022 Déclaration liminaire CGT

Monsieur le Président,

A l'occasion du scrutin du 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, une forte aspiration s'est exprimée sur le pouvoir d'achat. En effet, l'inflation explose et les salaires stagnent. La pauvreté et la précarité se généralisent. Nous connaissons les renoncements aux soins, voilà maintenant le renoncement aux produits d'hygiène selon l'observatoire E. Leclerc !!

Avec la perte de plus de 20 %, depuis l'an 2000, de la valeur du point d'indice par rapport à l'inflation, les fonctionnaires ne sont pas épargnés. Et, l'annonce de la ministre Montchalain du dégel en juillet est une véritable provocation.

**La CGT Finances Publiques 83 revendique l'augmentation immédiate de 10 % de la valeur du point d'indice. C'est urgent, c'est vital pour l'ensemble des agents actifs et pensionnés !**

La CGT Finances Publiques 83 ne doute pas de la capacité de mobilisation de la force dégalée ce 10 avril 2022 pour combattre toutes mesures régressives issues du prochain gouvernement.

Comme le gouvernement, la DG avance à marche forcée. Dans le Var, comme ailleurs, avec le NRP nous assistons à la mort de la DGFIP !

Le chaos règne et une dégradation sans précédent des conditions de travail des agents est visible : suppressions de postes, industrialisation des tâches, privatisation de missions, éloignement des agents de leur lieu de travail, collectifs de travail mis à mal, réduction des bureaux et des locaux, remise en cause des plages horaires fixes, la liste n'est pas exhaustive.

La CGT Finances Publiques 83 l'affirme haut et fort même si vous ne voulez pas l'entendre : les agents sont en souffrance !

Il est clair que cela fait un peu « tâche » à toutes vos innovations, car des innovations, il y en a dans le Var ! Navigation assistée, foncier innovant, foncier témoin ou encore Forum Ouvert, bref comment mieux travailler dans des conditions dégradées.

La dernière en date, un pôle téléphonique à Var Amendes. Certainement, les prémisses du centre de contact national « amendes ». Est-ce une idée d'un de ces fameux cabinets conseils chèrement rémunérés pour privatiser nos missions et démanteler notre administration ?

**La CGT Finances Publiques 83 revendique l'arrêt des restructurations tous azimuts. Elle réaffirme sa totale opposition au NRP.**

Ce n'est malheureusement pas à l'ordre du jour de ce CTL qui acte déjà la phase suivante du NRP : les services départementaux avec leurs antennes, jusqu'au moment où vous déciderez qu'il ne doit plus y avoir d'antennes comme pour les PCE et PCR et qu'un simple point de contact attestera du maintien d'une présence DGFIP en lieu et place d'un Centre des Finances Publiques !

Et là, toutes les améliorations du cadre de vie et de l'environnement de travail des agents n'y feront rien !! Surtout que les fonds débloqués découlent directement des économies réalisées par les suppressions d'emplois et les fermetures de services, bref sur le dos des agents.

Les agents ne sont pas dupes. Tout ce qui est mis en œuvre ne sert qu'à détruire la DGFIP et accompagner son démantèlement.

**La CGT Finances Publiques 83 restera résolument au côté de ceux qui n'acceptent pas cette mise à mort !**